PRÈS LA CHAMBRE DE LA COUR SUPRÊME

DES CHAMBRES EXTRAORDINAIRES AU SEIN DES TRIBUNAUX CAMBODGIENS

Dépôt

Dossier n° : 002/19-09-2007-ECCC/SC

Parties déposantes : M. KHIEU Samphân

Déposé auprès de : La Chambre de la Cour Suprême

Langue originale : Français

Date du document : 27 février 2020

ឯកសារដើម
ORIGINAL/ORIGINAL
ថ្ងៃ ខែ ឆ្នាំ (Date): 27-Feb-2020, 15:28
CMS/CFO: Sann Rada

Classement

Classement suggéré par la partie déposante : Public

Classement arrêté par la Chambre: **សាធារណៈ/Public**

Statut du classement :

Réexamen du classement provisoire :

Nom du fonctionnaire du service des dossiers et archives :

Signature:

Mémoire d'appel de KHIEU Samphân (002/02)

TABLE DES SOURCES

Déposée par :

Avocats de M. KHIEU Samphân
KONG Sam Onn
Anta GUISSÉ

Assistés de
SENG Socheata
Marie CAPOTORTO
Cécile ROUBEIX
Dounia HATTABI
Marine BOUDJEMAA
OUCH Sreypath
TAN Chhayrath

Auprès de :

La Chambre de la Cour Suprême
KONG Srim
Chandra Nihal JAYASINGHE
SOM Sereyvuth
Florence Ndepele MWACHANDE-MUMBA
MONG Monichariya
Maureen HARDING CLARK
YA Narin

Les co-procureurs
CHEA Leang
Brenda J. HOLLIS

Tous les avocats des parties civiles

I. DROIT DES CETC 3
II. DROIT CAMBODGIEN 4
III. DROIT PÉNAL INTERNATIONAL 5
IV. DOCUMENTS DROIT INTERNATIONAL 6
V. DOCUMENTS JUDICIAIRES DES C.E.T.C 9
A. Chambre de la Cour Suprême 9
B. Chambre de première instance 10
C. Collège spécial 10
D. Chambre préliminaire 10
E. Bureau des co-Juges d'instruction 11
F. Conclusions des parties 12
1. KHIEU Samphân 12
2. NUON Chea 15
3. IENG Sary 16
5. Bureau des co-Procureurs 16
6. Parties civiles 19
G. WESU 19
VI. JURISPRUDENCE CITÉE 20
A. CIJ 20
B. TPIR, TPIY, TSSL, CPI, MICT 20
C. CEDH et Commission EDH 27
D. Comité des droits de l'Homme 28
E. JURISPRUDENCE NATIONALE 28
1. France 28
2. Autres 28
F. JURISPRUDENCE D'APRES GUERRE 29
VII. DIVERS 30
VIII. DOCTRINE 32

I. DROIT DES CETC

- Loi relative à la création de Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens pour la poursuite des crimes commis durant la période du Kampuchéa démocratique, 10 août 2001, avec inclusion d'amendements, promulguée le 27 octobre 2004 (NS/RKM/1004/006).

- Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement royal cambodgien concernant la poursuite, conformément au droit cambodgien, des auteurs des crimes commis durant la période du Kampuchéa démocratique, signé à Phnom Penh le 6 juin 2003 et entré en vigueur le 29 avril 2005.

- Règlement intérieur des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (Rev. 9), adopté lors de l'Assemblée plénière des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens le 12 juin 2007, révisé le 1er février 2008, le 5 septembre 2008, le 6 mars 2009, le 11 septembre 2009, le 5 février 2010, le 17 septembre 2010, le 23 février 2011, le 12 août 2011 et le 16 janvier 2015.

II. DROIT CAMBODGIEN

- Code pénal du Royaume du Cambodge (1956), promulgué le 21 février 1955 (Kram n° 933NS).
- Loi sur le mariage du 26 juillet 1989, *Law of 1989 on the Marriage and Family* (https://www.refworld.org/docid/3ae6b55c0.html).
- Constitution du Royaume du Cambodge du 21 septembre 1993.
- Code pénal du Royaume du Cambodge, promulgué le 30 novembre 2009.
- Code de procédure pénale du Cambodge, promulgué le 7 juin 2007.
- Code civil cambodgien (d'après les travaux des Commissions instituées par Arrêtés des 5 juillet et 3 septembre 1912, 9 avril 1913, 19 juillet 1918 et 29 janvier 1919), 25 février 1920.
- Kram royal, Law *on the prevention of domestic violence and the protection of victims,* 2009 (https://www.wcwonline.org/pdf/lawcompilation/Cambodia_dv_victims2005.pdf).
- Kram Royal NS/RK/0511/007, *The Law on Implementation of the Civil Code*, 31 mai 2011, (https://www.jica.go.jp/project/cambodia/0701047/04/ku57pq00001spnva-att/a1382412250186.pdf).

III. DROIT PÉNAL INTERNATIONAL

- Code Lieber, *Instructions for the Government of Armies of the United States in the Field* du 24.04.1863.
- Règlement intérieur concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, 29 juillet 1899.
- Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre et son Annexe, 18 novembre 1907.
- Statut du Tribunal Militaire de Nuremberg, 8 août 1945.
- Loi n°10 du Conseil de contrôle allié, promulguée le 10 décembre 1945.
- Statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, adopté par la Résolution 827, 25 mai 1993.
- Règlement de procédure et de preuve du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, 11 février 1994 (version du 8 juillet 2015).
- Statut du Tribunal pénal international pour le Rwanda, adopté par la Résolution 955 du 8 novembre 1994.
- Statut de Rome, 17 juillet 1998
- Statut du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, adopté par la Résolution 1966 du 22 décembre 2010.
- Règlement de procédure et de preuve du Tribunal pénal international pour le Rwanda, 29 juin 1995 (version du 13 mai 2015).
- Règlement de procédure et de preuve du Mécanisme pour les tribunaux pénaux internationaux, 8 juin 2012.
- Règlement de procédure et de preuve du Tribunal spécial pour le Liban, 10 avril 2019.

IV. DROIT INTERNATIONAL

- Règles concernant le contrôle de la radiotélégraphie en temps de guerre et la guerre aérienne fixées par une Commission de Juristes à La Haye, décembre 1922 - février 1923.
- Résolution 96(I), cinquante-cinquième séance plénière, Assemblée Générale des Nations Unies, 11 décembre 1946.
- Projet de Convention sur le génocide, Rapport du Comité spécial du Génocide du Conseil Economique et Social des Nations Unies, doc. E/AC.25/3, 2 avril 1948.
- Projet de Convention sur le génocide, « *Basic principles of a Convention on Genocide* », Observations de la délégation de l'URSS, doc. E/AC.25/7, 7 avril 1948.
- Projet de Convention sur le génocide, Rapport du Comité sur le génocide du Conseil Economique et Social des Nations Unies, doc. E/AC.25/SR.5, 8 avril 1948.
- Projet de Convention sur le génocide, « *Draft articles for the inclusion in the Convention on Genocide* », proposés par la Délégation de la République Populaire de Chine, doc. E/AC.25/9, 16 avril 1948.
- Projet de Convention sur le génocide, Rapport sur la soixante-treizième séance, Paris, doc. A/C.6/SR.73, 13 octobre 1948.
- Projet de Convention sur le génocide, Rapport du Conseil Economique et Social des Nations Unies, doc. A/C.6/234, 15 octobre 1948.
- Résolution 260 (III) sur l'adoption de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, 179ème session plénière de l'Assemblée Générale des Nations Unies, 9 décembre 1948.
- Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, 9 décembre 1948.
- Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, adoptée le 10 décembre 1948.
- Conventions de Genève (I, II, III, IV) du 12 août 1949.
- Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, 4 novembre 1950.
- Commentaire de la Quatrième Convention de Genève du 12 août 1949, CICR, sous la direction de Jean PICTET, 1958.
- Convention sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages, 7 novembre 1962.

- Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, 21 décembre 1965.
- Pacte international relatif aux Droits civils et politiques, 16 décembre 1966.
- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, 16 décembre 1966.
- Convention de Vienne sur le droit des traités, 23 mai 1969.
- Convention américaine relative aux Droits de l'Homme, 22 novembre 1969.
- Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants, résolution 3452 (XXX) de l'Assemblée Générale des Nations Unies, adoptée le 9 décembre 1975.
- Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux, 8 juin 1977.
- Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux, 8 juin 1977.
- Charte africaine des Droits de l'Homme et des peuples, 27 juin 1981.
- Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, 10.12.1984
- Projet de Code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité et commentaires y relatifs, Commission du Droit International, adopté en 1996.
- Rapport du Groupe d'experts pour le Cambodge créé par la résolution 52/135 de l'Assemblée générale, (doc. A/53/580 ; S/1999/231), 18 février 1999 (**D366/7.1.556**).
- Observation générale n°29, États d'urgence (art. 4), Comité des droits de l'homme, CCPR/C/21/Rev.1/Add.11, 31 août 2001.
- *Specific Human Rights Issues : New Priorities, in particular Terrorism*, Commission des droits de l'homme, doc. E/CN.4/Sub.2/2003/WP.1, 8 août 2003.
- *Formation and Evidence of Customary International Law*, note présentée par Michael WOOD, doc. A/66/10, annexe A, 2011.
- Formation et identification du droit international coutumier, note présentée par Michael WOOD, Rapporteur spécial, doc. A/CN.4/653, 30 mai 2012.
- Premier rapport sur les crimes contre l'humanité, présenté par le rapporteur spécial, doc. A/CN.4/680, 17 février 2015.

- Troisième rapport sur la détermination du droit international coutumier, présenté par Michael WOOD, rapporteur spécial, doc. A/CN.4/682, 27 mars 2015.
- Quatrième rapport sur la détermination du Droit international coutumier, présenté par Michael WOOD, doc. E/CN.4/695, 8 mars 2016.
- Rapport de la Commission du droit international des Nations Unies sur les travaux de sa 68ème session, doc. A/71/10, 2016.
- Statut de la Cour internationale de justice, 26 juin 1945
- Recommandation de l'Union européenne sur la protection des femmes contre la violence, (Rec(2002)5), 2002.
- Rapport de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, *Les mariages forcés en Europe- Rapport, Commission sur l'égalité et la non-discrimination,* 5 juin 2018 (http://website-pace.net/documents/19879/4648056/20180605-ForcedMarriage-FR.pdf/3d81607a-2880-47c6-974e-4b062a2a2844).
- Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, Conseil de l'Europe, 1er août 2014.
- Rapport de la Commission du droit international, Projets de conclusion sur la détermination du droit international coutumier et commentaires y relatifs, Conclusion 2, 21.09.2018, A/73/10, §51
- Rapport du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, A/HRC/16/48, 26 janvier 2010
- *OHCHR Summary Record of the Public Part of the 279th Meeting Georgia Poland Recommendations*, 2 mars 1997, CAT/SR/279
- *OHCHR Summary Record of the Public Part of the 250th Meeting Finland Recommendations*, Mai 1996, CAT/SR/250
- *OHCHR Report of the Committee Against Torture Annual Sessional Report CAT*, 16.09.1998, 53/44 '1998 CAT Report' 27
- Rapport de la Commission du droit international, Projets de conclusion sur la détermination du droit international coutumier et commentaires y relatifs, Conclusion 2, 21.09.2018, A/73/10.

V. DOCUMENTS JUDICIAIRES DES C.E.T.C

A. Chambre de la Cour Suprême

- Arrêt dans le cadre de l'affaire n°001, Duch, 3 février 2012, **F28**
- Arrêt dans le cadre du premier procès dans l'affaire n°002, 23 novembre 2016, **F36**.
- Décision relative à l'appel interjeté par Nuon Chea contre la décision de première instance sur les demandes tendant à la mise en œuvre de mesures dans le cadre d'une procédure simplifiée en application de la règle 35 du Règlement intérieur, 14 septembre 2012, **E176/2/1/4**
- Décision relative aux appels immédiats interjetés contre la deuxième décision de la Chambre de première instance concernant la disjonction des poursuites dans le cadre du dossier n°002, Chambre de la Cour Suprême, 25 novembre 2013, **E284/4/8**.
- Décision relative à l'appel immédiat interjeté par KHIEU Samphân contre la décision de la Chambre de première instance portant nouvelle disjonction des poursuites et fixant la portée du deuxième procès dans le cadre du dossier n°002, 29 juillet 2014, **E301/9/1/1/3**.
- Instructions relatives au déroulement de l'audience consacrée à l'audition de SCW-3, SCW-4 et SCW-5, 17 juin 2015, **F26**.
- *Decision on NUON Chea's Request for Reconsideration of the Decision of 21 October 2015 on requests for Additional Evidence,* 11 février 2016, **F2/10/3**
- Décision relative à l'appel immédiat interjeté par les parties civiles à l'encontre de la décision de la Chambre de première instance concernant la portée du deuxième procès dans le dossier n°002 s'agissant des accusations de viol, 12 janvier 2017, **E306/7/3/1/4**.
- Décision relative à l'appel urgent interjeté par KHIEU Samphân contre le résumé du jugement prononcé le 16 novembre 2018, 13 février 2019, **E463/1/3**.
- Décision relative à la requête urgente concernant l'incidence sur la procédure d'appel du décès de NUON Chea avant qu'un arrêt soit rendu, 22 novembre 2019, **F46/2/4/2.**
- Décision relative à la demande de KHIEU Samphân d'admission de moyens de preuve supplémentaires, 6 janvier 2020, **F51/3.**
- Décision relative à l'appel immédiat interjeté contre la décision de la Chambre de première instance statuant sur la demande de mise en liberté immédiate de KHIEU Samphpan, 22 août 2013, **E275/2/3.**

B. Chambre de première instance

- Voir tableau *infra*.
- Jugement du premier procès dans le cadre du dossier n°002, 7 août 2014, **E313**.
- Ordonnance fixant la date du prononcé
- Jugement dans le cadre du deuxième procès n°002, 16 novembre 2018, **E1/529.1**entre 11.28.58 et 11.37.34)
- Motifs du Jugement dans le cadre du deuxième procès n°002, 28 mars 2019 **E465**.

C. Collège spécial

- Décision relative aux requêtes en récusation visant les juges de la Chambre de première instance, 14 novembre 2014, **E314/12**.
- Motifs de la décision relative aux requêtes en récusation, 30 janvier 2015, **E314/12/1**.

D. Chambre préliminaire

- Décision relative à l'appel de IENG Sary contre l'ordonnance des co-Juges d'instruction relative à la demande de complément d'expertise, 14 décembre 2009, **D140/4/5**.
- Décision relative aux appels interjetés contre l'ordonnance unique n° D250/3/3 et l'ordonnance n° D250/3/2 sur la recevabilité des demandes de constitution de partie civiles rendues le 13 janvier 2010, 27 avril 2010, **D250/3/2/1/5**.
- Décision relative aux appels interjetés contre l'Ordonnance des co-Juges d'instruction sur l'entreprise criminelle commune, 20 mai 2010, **D97/14/15**.
- Décision relative aux appels interjetés contre l'Ordonnance des co-Juges d'instruction sur l'entreprise criminelle commune, 20 mai 2010, **D97/15/9**.
- Décision relative à l'appel interjeté par M. IENG Sary contre l'ordonnance des co-Juges d'instruction rejetant sa demande d'adjoindre un expert-démographe aux fins de réexamen du rapport d'expertise établi par Mme Ewa TABEAU et M. THEY Kheam, 10 juin 2010, **D140/9/4**.
- *Decision on NUON Chea's Appeal Against the co-Investigating Judges' Order Rejecting Request for a Second Expert Opinion*, 1er juillet 2010, **D356/2/9**.
- Décision relative aux appels interjetés par IENG Thirith et NUON Chea contre l'ordonnance

de clôture, 13 janvier 2011, **D427/2/12**.

- Décision relative à l'appel de KHIEU Samphân contre l'ordonnance de clôture, 13 janvier 2011, **D427/4/14**.
- Décision relative aux appels de NUON Chea et IENG Thirith contre l'Ordonnance de clôture, 15 février 2011, **D427/2/15**.
- Décision relative aux appels de NUON Chea et IENG Thirith contre l'Ordonnance de clôture, 15 Février 2011, **D427/3/15**.
- Décision relative à l'appel interjeté par IENG Sary contre l'Ordonnance de clôture, 11 avril 2011, **D427/1/30**.
- *Closing Order (Reasons)*, 10 juillet 2017, **004/1-D308/3**
- Considérations de la Chambre préliminaire du 28 juin 2018, **004/1-D308/3/1/20**.

E. Bureau des co-Juges d'instruction

- Ordonnance d'expertise des co-Juges d'instruction, 10 mars 2009, **D140**.
- Ordonnance sur l'utilisation des éléments obtenus ou susceptibles d'avoir été obtenus sous la torture, 28 juillet 2009, **D130/8**
- Ordonnance unique relative aux deux demandes d'actes d'instruction déposées par les co-Procureurs concernant les Khmers Krom et les exécutions en masse perpétrées dans le district de Bakan (Pursat), ainsi qu'à la demande des parties civiles tendant à ce que des enquêtes supplémentaires soient menées sur le génocide des Khmers Krom et des Vietnamiens, 13 janvier 2010, **D250/3/3**.
- Ordonnance relative à la demande présentée par IENG Sary d'adjoindre un expert-démographe, 23 février 2010, **D140/8**.
- Ordonnance de refus de contre-expertise (vingt-sixième demande d'actes d'instruction de NUON Chea), 1er avril 2010, **D356/1**.
- Ordonnance relative à la demande d'adjoindre un expert-démographe, 18 août 2009, **D140/3**.
- Réquisitoire définitif des co-Procureurs, 16 août 2010, **D390**.
- Ordonnance de clôture, 15 septembre 2010, **D427**.
- *Decision on MEAS Muth's Request for Clarification Concerning Crimes against Humanity and the Nexus with Armed Conflict*, 5 avril 2016, **003-D87/2/1.7/1**.

- *Your request for information on OCIJ search for 11 April 1977 Standing Committee meeting minutes*, 10 janvier 2017, **E327/4/2/1**.
- *Consolidated decision on the requests for investigative action concerning the crime of forced pregnancy and forced impregnation* , 13 juin 2016, **D301/5.**
- Décision du Juge d'instruction international du 31 octobre 2016, **E319/62** (ou **004-D193/102**).
- Décision du Juge d'instruction international du 22 décembre 2016, **E319/64** (ou **003-D100/41**).

F. Conclusions des parties

1. KHIEU Samphân

- Exceptions de KHIEU Sammphân du 14.02.2011, **E46**
- Conclusions finales, 26 septembre 2013, **E295/6/4**.
- Conclusions de la Défense de M. KHIEU Samphân relatives à la portée du procès 002/02, 31 janvier 2014, **E301/5/2**.
- Témoins et experts proposés par la Défense de M. KHIEU Samphân pour le procès 002/02, 9 mai 2014, **E305/5** et annexes.
- Conclusions de la Défense de M. KHIEU Samphân sur les exceptions préliminaires sur lesquelles la Chambre n'a pas encore statué, 20 mai 2014, **E306/2**.
- Opposition de la Défense de M. KHIEU Samphân à la comparution de certaines personnes proposées aux fins d'audition au cours du procès 002/02 et demande de clarification sur la portée exacte des débats suite à la nouvelle décision de disjonction E301/9/1, 30 mai 2014, **E305/9**.
- Demande réexamen de M. KHIEU Samphân sur la nécessité d'attendre un jugement définitif dans le procès 002/01 avant de commencer le procès 002/02 et sur la nomination d'un nouveau collège de juges, 25 août 2014, **E314/1** .
- Requête réitérée en récusation des juges composant actuellement la Chambre de première instance devant statuer sur le procès 002/02, 10 octobre 2014, **E314/8** .
- Mémoire d'appel de la Défense de M. KHIEU Samphân contre le jugement rendu dans le procès 002/01, 29 décembre 2014, **F17**.

- Réponse de la Défense de M. KHIEU Samphân à l'appel des co-Procureurs, 28 janvier 2015, **F11/1**.
- Requête aux fins de confrontation de la partie civile SAY Sen avec le témoin SREY Thân et la partie civile SAUT Saing et de communication de l'enregistrement audio de ses déclarations devant les co-Juges d'instruction, 23 avril 2015, **E348**.
- Requête de la Défense de M. KHIEU Samphân visant à faire expertiser le document E3/2107, 19 mai 2015, **E349**.
- Conclusions de la Défense de M. KHIEU Samphân concernant l'usage des informations obtenues sous la torture, 21 mai 2015, **E350/4**.
- Réponse de la Défense de M. KHIEU Samphân à la demande des co-Procureurs d'admettre en preuve les dépositions en appel, 6 août 2015, **E356/1.**
- Conclusions de la Défense de M. KHIEU Samphân sur l'obligation de communication des co-Procureurs, 24 août 2015, **E363**.
- Opposition de la Défense de M KHIEU Samphân à la comparution de 2-TW-987, 3 septembre 2015, **E364.**
- Réplique de la Défense de M. KHIEU Samphân sur l'obligation de communication des co-Procureurs et réponses aux questions de la Chambre de première instance, 17 septembre 2015, **E363/2**.
- Réponse de la Défense de M. KHIEU Samphân à la demande du Co-Procureur international d'entendre trois témoins supplémentaires sur le traitement des Chams et demande incidente d'avoir la liste globale des témoins à comparaitre dans 002/02 ; 25 septembre 2015, **E366/1**.
- Demande urgente de temps supplémentaire pour la préparation des audiences, 23 octobre 2015, **E374.**
- Réponse de la Défense de M. KHIEU Samphân à la demande du co-Procureur international en vue d'admettre en preuve des éléments des dossiers 003 et 004 (E319/36), 11 décembre 2015, **E319/36/1**.
- Demande de la Défense de M. KHIEU Samphân d'admission en preuve de quatre documents pour son interrogatoire de 2-TCW-1000, 23 décembre 2015, **E319/23/2**.
- Réponse de la Défense de M. KHIEU Samphân à la demande de clarification des Parties civiles concernant les accusations de viol, 28 mars 2016, **E306/7/1**.

- Requête urgente de la Défense de M. KHIEU Samphân aux fins de clarification de l'étendue de la saisine de la Chambre concernant les « purges internes », 22 juin 2016, **E420**.
- Demande de KHIEU Samphân visant à obtenir la communication de la liste de témoins, parties civiles et experts cités à comparaitre lors de la dernière phase du procès 002/02, 5 juillet 2016, **E421/2**.
- Réponse de la Défense de M KHIEU Samphân à la demande de « clarification » du co-procureur international concernant les témoins sur les mariages, 8 août 2016, **E425/1** .
- Demande réitérée de la Défense de M. KHIEU Samphân d'entendre 2-TCE-87 et 2-TCE-99, 9 août 2016, **E408/6**.
- Demande de la Défense de KHIEU Samphân d'admettre des articles postérieurs à la déposition d'Henri LOCARD, 23 août 2016, **E415/4**.
- Réponse de la Défense de M. KHIEU Samphân à la demande du co-Procureur international d'admettre 35 documents du dossier 004 (E319/52), 29 août 2016, **E319/52/3**.
- Conclusions de la Défense de M. KHIEU Samphân sur la recevabilité des documents transmis par la Chambre de première instance (E327/4/5), 15 septembre 2016, **E327/4/6**.
- Réponse de la Défense de M. KHIEU Samphân à la demande (incidente) de l'Accusation de faire comparaitre « SM », 19 septembre 2016, **E434/1/1.**
- Réponse de la Défense de M. KHIEU Samphân aux demandes du co-Procureur international d'admettre 8 et 33 documents des dossiers 003 et 004 (E319/56 et E319/58), 3 octobre 2016, **E319/56/2**.
- Réponse de la Défense de M. KHIEU Samphân à la demande de l'Accusation d'admettre en preuve des listes de prisonniers S-21 (E393/3), 3 octobre 2016, **E393/3/1**.
- Réponse de la Défense de M KHIEU Samphân à la demande des co-Procureurs d'admettre un document allemand (E437), 3 octobre 2016, **E437/1**.
- Demande de la Défense de M. KHIEU Samphân aux fins de clarification concernant 2-TCE-87 et 2-TCE-99, 13 octobre 2016, **E408/6/1**.
- Réponse de la Défense de KHIEU Samphân à l'appel immédiat des Parties civiles concernant les faits de viol hors mariage, 24 octobre 2016, **E306/7/3/1/2**.
- Réponse définitive de la Défense de KHIEU Samphân à la demande des co-Procureurs d'admettre un document allemand (E437), 4 novembre 2016, **E437/1/1.**

- Demande de la Défense de KHIEU Samphân d'admission en preuve d'extraits de documents fournis par Henri LOCARD, 21 novembre 2016, **E447/1**.
- Demande de la Défense de KHIEU Samphân aux fins de clarification suite à la décision E319/52/4, 29 novembre 2016, **E319/52/4/1**.
- Conclusions de la Défense de KHIEU Samphân sur l'utilisation des déclarations de la partie civile SAR Sarin, 20 décembre 2016, **E453/1**.
- Conclusions finales de KHIEU Samphân (002/02), 2 mai 2017, **E457/6/4/1.**
- Appel urgent de KHIEU Samphân, 19 novembre 2018, **E463/1**
- Réplique de KHIEU Samphân à la réponse de l'Accusation à son appel urgent contre le jugement prononcé le 16 novembre 2018, 20 décembre 2018, **E463/1/2/1.**
- Demande de la Défense de KHIEU Samphân aux fins d'extension du délai et du nombre de pages et de sa déclaration d'appel, 3 avril 2019, **F39/1.1.**
- Demande de la Défense d'admission de moyens de preuve supplémentaires, 8 octobre 2019, **F51**
- Requête de KHIEU Samphân en récusation des six juges d'appel ayant statué dans le procès 002/01, 31 octobre 2019, **F53**

2. NUON Chea

- *Sixth Request for Investigative Action*, 30 octobre 2008, **D113**.
- Vingt-sixième demande d'actes d'instruction, 12 février 2010, **D356**.
- *Appeal against the Closing Order*, 18 octobre 2010, **D427/3/1**.
- Exceptions préliminaires de NUON Chea, version consolidée, 25 février 2011, **E51/3**.
- *Updated Lists and Summaries of Proposed Witnesses, Civil parties and Experts*, 8 mai 2014, **E305/4**, et annexes.
- *NUON Chea's Appeal against the Judgment in Case 002/01*, 29 décembre 2014, **F16**.
- *NUON Chea's Motion in Relation to Disclosures from Cases 003 and 004 and Response to the International co-Prosecutor's Filing Providing Information in this Regard*, 5 mars 2015, **E319/16**.
- *NUON Chea's Request to Expedite the Appearance of Ewa TABEAU*, 5 octobre 2015, **E371**.

- *NUON Chea's First Rule 87(4) Request to call Additional Witnesses for Case 002/02 Trial Segment on the Treatment of the Vietnamese and to Admit Written Records of Interview of the Witnesses*, 22 décembre 2015, **E380**.
- Exceptions de NUON Chea du 08.02.2011, **E36** (par la suite remplacé par **E42**

3. IENG Sary

- Demande présentée par IENG Sary d'adjoindre un expert-démographe, 22 juillet 2009, **D140/2**.
- *IENG Sary's Request for Appointment of an Additional Demographic Expert to re-Examine the Subject Matter of the Expert Report Submitted by Ms. TABEAU and Mr. THEY Kheam*, 6 janvier 2010, **D140/7**.
- *IENG Sary's Appeal Against the Closing Order*, 25 octobre 2010, **D427/1/6**.
- Demande présentée par IENG Sary de retirer les parties de l'Ordonnance de clôture entachées de nullité, 24 janvier 2011, **E58**.
- Exceptions de IENG Sary du 14.02.2011 **E48**,
- *IENG Sary's Objection to the OCP's Proposal to Call Ewa TABEAU as a Witness*, 24 février 2011, **E9/4/8**.
- Demande de IENG Sary du 24 [février] 2011, **E58**

4. IENG Thirith

- Requête présentée par la Défense aux fins d'actes d'instruction concernant le rôle joué par YSA Osman dans l'instruction, d'exclusion de certaines déclarations de témoins et de nouvelle audition de certains témoins, 11 février 2010, **D361**.
- *IENG Thirith Defence Appeal from the Closing Order*, 18 octobre 2010, **D427/2/1**.
- Exceptions de IENG Thirith du 14.02.2011, **E44**.

5. Bureau des co-Procureurs

- Réquisitoire introductif des co-Procureurs, 18 juillet 2007, **D3**.
- Réquisitoire supplétif des co-Procureurs concernant le centre de sécurité de la zone nord, 26

mars 2008, **D83**.

- Réponse des co-Procureurs à l'ordonnance de soit-communiqué des co-Juges d'instruction et observations complémentaires, 30 avril 2009, **D146/3**.
- Réquisitoire supplétif des co-Procureurs relatif au génocide des Chams, 31 juillet 2009, **D196**.
- Eclaircissements apportés par les co-Procureurs sur les allégations relatives à cinq centres de sécurité et sites d'exécution décrits dans le réquisitoire introductif, 11 septembre 2009, **D202**.
- *Further authorization Pursuant to co-Prosecutors' 30 April 2009 Response to the Forwarding Order of the co-Investigating Judges and Supplementary Submission*, 5 novembre 2009, **D146/4**.
- Ecriture complémentaire des co-Procureurs s'agissant de la réponse du 30 avril 2009 à l'ordonnance de soit-communiqué des co-Juges d'instruction et du réquisitoire supplétif, 26 novembre 2009, **D146/5**.
- *Co-Prosecutors' Response to « IENG Sary's Motion to Strike Portions of the Closing Order due to Defects »*, 16 mars 2011, **E58/1**.
- Demande des co-Procureurs par laquelle ils prient la Chambre de première instance de requalifier les faits constitutifs du comportement de viol comme crime contre l'humanité de viol plutôt que comme crime contre l'humanité constitué d'autres actes inhumains, 16 juin 2011, **E99**.
- Demande des co-Procureurs visant à ce que la Chambre de première instance dise que la responsabilité pénale d'un accusé peut également être engagée en raison de sa participation à la troisième catégorie d'entreprise criminelle commune, 17 juin 2011, **E100**.
- Observations des co-Procureurs concernant la portée et le calendrier du deuxième procès dans le dossier n°002 (avec Annexe A), 5 décembre 2013, **E301/2**.
- Liste des témoins, parties civiles et experts et résumés de leurs déclarations, proposés par les co-Procureurs en vue du deuxième procès dans le cadre du dossier n°002 (avec 5 annexes I, II, IIA, III, et IIIA confidentielles), 9 mai 2014, **E305/6**.
- *Co-Prosecutors' Rule 87 4) Motion Regarding Proposed Trial Witnesses for case 002/02*, 28 juillet 2014, **E307/3/2** et annexes.
- Demande des co-procureurs de faire citer à comparaître 2-TCW-843, 2-TCW-957, 2-TCCP-

245, 2-TCW-939 et 2-TCW-905 pour la partie du procès consacrée aux Vietnamiens dans le deuxième procès du dossier n°002, 15.09.2015, **E381**

- Requête présentée par le co-Procureur en application de la règle 87 3) et 4) du Règlement intérieur, aux fins d'être autorisé à produire aux débats des éléments de preuve et de faire citer à comparaître un témoin supplémentaire au sujet de la phase du deuxième procès dans le cadre du dossier n°002 relative au district de Tram Kak et à Kraing Ta Chan, 5 mars 2015, **E319/17**.
- Requête du co-Procureur international tendant à faire citer à comparaître des témoins supplémentaires au cours de la phase du deuxième procès dans le dossier n°002 consacrée à l'examen des poursuites relatives aux mesures dirigées contre les Chams, 15 septembre 2015, **E366**.
- Demande des co-Procureurs de faire citer à comparaître 2-TCW-843, 2-TCW-957, 2-TCCP-245, 2-TCW-939, 2-TCW-849 et 2-TCW-905 pour la partie du procès consacrée aux Vietnamiens dans le deuxième procès du dossier n°002, 15 septembre 2015, **E381**.
- Requête présentée par le co-Procureur international sur le fondement des règles 87 3) et 87 4) du Règlement intérieur aux fins de voir déclarer recevables en tant qu'éléments de preuve des procès-verbaux d'audition et de faire citer à comparaître quatre témoins supplémentaires au cours des prochaines phases du deuxième procès dans le dossier n°002, 11 novembre 2015, **E319/36**.
- Demande présentée par le co-Procureur international sur le fondement des règles 87 3) et 87 4) du Règlement intérieur aux fins de voir déclarer recevables des documents en tant qu'éléments de preuve et de faire citer à comparaître un témoin supplémentaire au cours de la phase du deuxième procès consacrée à l'examen des poursuites relatives aux mesures dirigées contre les Vietnamiens, 24 décembre 2015, **E382**.
- *Co-Prosecutor's Request to Call Additional Witnesses During the Phnom Kraol Security Center Trial Segment*, 16 mars 2016, **E390**.
- Demande du co-Procureur international aux fins de précisions concernant certains témoins proposes en vue de la phase du procès consacrée à la réglementation du mariage, 26 juillet 2016, **E425.**
- Demande formée par les co-Procureurs concernant la liste des prisonniers de S-21 établie par le bureau des co-Juges d'instruction - ensemble les annexes A et B, 8 août 2016, **E393/2**.

Correctifs du 17 avril 2017, **E393/2/Corr-1** et **E393/2.1/Corr-1**.

- *Co-prosecutors' rule 87(4) application in response to E327/4/5*, 14 septembre 2016, **E327/4/5/1**
- *Co-Prosecutor's Response to Civil Party Lead co-Lawyers' Request for Clarification Relating to Remaining Charges in Case 002*, 19 septembre 2016, **E439/3**.
- Réponse des co-Procureurs à l'appel immédiat des co-avocats principaux pour les Parties civiles contre la décision de la Chambre de première instance relative aux accusations de viol commis dans un contexte autre que celui du mariage forcé, 24 octobre 2016, **E306/7/3/1/3**.
- *Co-Prosecutor's Request to Call Two Supplemental Witnesses for the Role of the Accused Trial Segment*, 13 décembre 2016, **E452**.

6. Parties civiles

- Réponse des co-avocats principaux pour les parties civiles à la demande des co-procureurs tendant à requalifier les faits constitutifs du comportement de viol contre crime contre l'humanité, 21 juillet 2011, **E99/1**.
- Mémoire déposé par les co-avocats principaux en application de la règle 92 du Règlement intérieur aux fins de confirmation de la portée du deuxième procès dans le dossier n°002 s'agissant des accusations de viol commis dans un contexte autre que celui du mariage forcé, 18 mars 2016, **E306/7**.
- Appel immédiat interjeté par les co-avocats principaux pour les Parties civiles à l'encontre de la décision de la Chambre de première instance relative à la demande de confirmation de la portée des accusations de viols en dehors du contexte de mariage forcé, 28 septembre 2016, **E306/7/3/1/1**.

G. WESU

- Rapport faisant suite à la demande de la Chambre de première instance concernant 2-TCE-83, 8 septembre 2016, **E29/492**.

VI. JURISPRUDENCE CITÉE

A. CIJ

- Avis, Namibie, Rec.1971, 21 juin 1971, 2106.1971, §69.
- Compétence de l'Assemblée Générale pour l'admission d'une Etat aux Nations Unies, Avis consultatif, 3 mars 1950
- Délimitation maritime et questions territoriales, Arrêt, 15 février 1995

B. TPIR, TPIY, TSSL, CPI, MICT

- **AKAYESU – AFFAIRE N° ICTR-96-4**

Jugement *Akayesu , Le Procureur c. Akayesu*, Jugement, 2 septembre 1998

- **ALEKSOVSKI – AFFAIRE N° IT-95-14/1**

Arrêt *Le Procureur c. Aleksovski*, Arrêt, 24 mars 2000.

- **BEMBA – AFFAIRE N°ICC-01/05-01/08**

Décision rendue en application des alinéas a) et b) de l'article 61-7 du Statut de Rome, relativement aux charges portées par le Procureur à l'encontre de Jean-Pierre Bemba Gombo, 15 juin 2009

Arrêt relatif aux appels interjetés par Jean-Pierre Bemba Gombo et le Procureur contre la décision relative à l'admission en tant que preuves des documents figurant dans l'inventaire des preuves de l'Accusation, rendue par la Chambre de première instance III, 03 mai 2011

Arrêt, *Le Procureur c. Bemba*, Arrêt, 8 juin 2018

- **BIZIMUNGU ET AL - AFFAIRE N°ICTR-99-50-T**

Decision on Prosper Mugiraneza's Second Motion to Dismiss for Deprivation of his Right to Trial Without Undue Delay, 29 mai 2007

- **BLAGOJEVIC ET JOKIC – AFFAIRE N° IT-02-60**

Jugement *Le Procureur c. Blagojevic et Jokic*, Jugement, 17 janvier 2005

- **BLASKIC – AFFAIRE N° IT-95-14**

Le Procureur c. Blaskic, Jugement, 3 mars 2000

Le Procureur c. Blaskic, Arrêt, 29 juillet 2004

- **BRDANIN – AFFAIRE N° IT-99-36**

Le Procureur c. Brdanin, Jugement, 1er septembre 2004

Le Procureur c. Brdanin, Arrêt, 3 avril 2007

- **BRIMA ET AL. *(« AFRC »)* – AFFAIRE N° SCSL-04-16**

Le Procureur c. Brima et al., Jugement, 20 juin 2007
Le Procureur c. Brima et al., Arrêt, 22 février 2008

- **DELALIC ET AL. (CELEBICI) – AFFAIRE N° IT-96-21**

Le Procureur c Delalic, Jugement, 16 novembre 1998

Le Procureur c. Delalic et al., Arrêt, 20 février 2001

- **DORDEVIC – AFFAIRE N° IT-05-87/1**

Le Procureur c. Dordevic, Arrêt, 27 janvier 2014

- **DRAGOMIR MILOŠEVIĆ - AFFAIRE N° IT-98-29/1**

Le Procureur c. Dragomir Milošević, Arrêt, 12 novembre 2009

- **ERDEMOVIC - AFFAIRE N°IT-96-22**

Opinion individuelle présentée conjointement par Madame le Juge McDonald et Monsieur le Juge Vohrah et Opinion individuelle et dissidente du Juge Stephen, 07 octobre 1997

Jugement Erdemović portant condamnation, 5 mars 1998

- **FURUNDZIJA - AFFAIRE N°IT**

Le Procureur c. Furundžija, Jugement, 10 décembre 1998

- **GALIC- AFFAIRE N°IT-98-29**

Le Procureur v. Galic, Jugement, 5 décembre 2003

Le Procureur v. Galic, Arrêt, 30 novembre 2006

- ***GACUMBITSI*- AFFAIRE N°ICTR-01-64**

Le Procureur c. Gacumbisti, Jugement, 07 juillet 2006

- **GBAGBO, AFFAIRE N°ICC-02/11-01/15**

Reasons of Judge Geoffrey Henderson, Affaire Gbagbo (CPI), 16.07.2019

- ***HARADINAJ, AFFAIRE* N°IT-04-84**

Le Procureur c. Haradinaj et al., Arrêt, 19 juillet 2010

- **HAZIHASANOVIC, AFFAIRE N° IT-01-47**

Décision relative à l'exception d'incompétence (*responsabilité du supérieur hiérarchique*), 16 juillet 2003

Le Procureur c. Hadžihasanović et Kubura , Arrêt, 22 avril 2008

- **JELISIC ET KUPRESKIC – AFFAIRE N° IT-95-10**

Le Procureur c. Jelisić et al., Arrêt, 05 juillet 2001

- **KALIMANZIRA, AFFAIRE N° ICTR-05-88**

Le Procureur c. Kalimanzira, Jugement, 22 juin 2009

Le Procureur c. *c. Kanyarukiga et al,* Arrêt, 08 mai 2012

- **KARADZIC – AFFAIRE N° IT-95-5/18**

Le Procureur c. Karadzic, Jugement, 20 *mars 2019*

Le Procureur c. Karadzic, affaire n°IT-95-5/18-T, *Decision on Accused's Motion to Strike Scheduled Shelling Incident on Grounds of Collateral Estoppel*, 31 mars 2010

- **KAREMERA ET AL. – AFFAIRE N° ICTR-98-44**

Le Procureur c. Karemera et al., affaire n°ICTR-98-44-T, Décision relative à la requête de Joseph Nzirorera demandant retrait de l'allégation d'entente avec Juvenal Kajelijeli en vertu de l'autorité de la chose jugée (« *Collateral Estoppel* »), 16 juillet 2008

- **KATANGA ET NGUDJOLO – AFFAIRE N° ICC-01/04-01/07**

relative aux requêtes du Procureur aux fins d'admission de pièces qu'il entend verser directement aux débats, 17 décembre 2010

- **KAYISHEMA ET RUZINDANA – AFFAIRE N° ICTR-95-1**

Le Procureur c. Kayishema et al., Jugement, 21 mai 1999

- **KORDIC ET CERKEZ – AFFAIRE N° IT-95-14/2**

Le Procureur c. Kordic et Cerkez, Jugement, 26 février 2001
Le Procureur c. Kordic et Cerkez, Arrêt, 17 décembre 2004

- **KRAJISNIK – AFFAIRE N° IT-00-39**

Le Procureur c. Krajisnic, Jugement, 27 septembre 2006
Le Procureur c. Krajisnic, Arrêt, 17 mars 2009

- **KRSTIC – AFFAIRE N° IT-98-33**

Le Procureur c. Krstic, Arrêt, 19 avril 2004

- **KUNARAC- AFFAIRE N°IT-96-23/1**

Le Procureur c. Kunarac et al., Arrêt, 12 juin 2002
Le Procureur c. Kunarac et al., Jugement, 22 février 2001

- **KUPRESKIC ET AL. – AFFAIRE N° IT-95-16**

Le Procureur c. Kupreskic et al., Jugement, 14 janvier 2000
Le Procureur c. Kupreskic et al., Arrêt, 23 octobre 2001

- **KRNOJELAC – AFFAIRE N° IT-97-25**

Le Procureur c. Krnojelac, Jugement, 15 mars 2002
Le Procureur c. Krnojelac, Arrêt, 17 septembre 2003

- **KVOCKA ET AL. – AFFAIRE N° IT-98-30/1**

Le Procureur c. Kvocka et al., Arrêt, 28 février 2005

- **LUBANGA- AFFAIRE N°ICC-01/04-01/06**

Décision relative aux pratiques employées pour préparer et familiariser les témoins avant qu'ils ne déposent au procès, 30 novembre 2007.

Le Procureur c. Lubanga, Jugement, 10 juillet 2012

- **MARTIC – AFFAIRE N° IT-95-11**

Le Procureur c. Martic, Jugement, 12 juin 2007
Le Procureur c. Martic, Arrêt, 8 octobre 2008

- **MILUTINOVIC– AFFAIRE N° IT-05-87**

Décision *Milutinović* relative à l'exception préjudicielle d'incompétence soulevée par Dragoljub Ojdanić (coaction indirecte), Opinion individuelle du Juge Bonomy, 22 mars 2006

- **MUCIC ET AL. - AFFAIRE N° IT-96-21**

Le Procureur c. Mucić et al., Jugement, 16 novembre 1998

- ***MUHIMANA* – AFFAIRE N° ICTR-95-1B**

Le Procureur c. Muhimana, Jugement, 28 avril 2005

- **MUNYAKAZI – AFFAIRE N° ICTR-97-36-A**

Le Procureur c. Munyakazi, Arrêt, 28 septembre 2011

- **MUVUNYI – AFFAIRE N° ICTR-2000-55A**

Le Procureur c Muvunyi, Arrêt, 29 août 2008

- **NIKOLIC – AFFAIRE N° IT-94-2**

Le Procureur c. Dragan Nikolić, Jugement, 18 décembre 2003

- **NIKOLIĆ – AFFAIRE N° IT-02-60/1**

Le Procureur c. Momir Nikolić, Arrêt sur la peine, 08 mars 2006

- **NIYITEGEKA – AFFAIRE N° ICTR-96-14**

Le Procureur c Niyitegeka, Arrêt, 09 juillet 2004

- **NTAGANDA – AFFAIRE N° ICC-01/04-02/06**

Le Procureur c. Bosco Ntaganda, Jugement sur la peine, 07 novembre 2019

- **NTAGERURA ET AL. – AFFAIRE N° ICTR-99-46**

Le Procureur c. Ntagerura et al., Jugement, 25 février 2004

Le Procureur c. Ntagerura et al., Arrêt, 7 juillet 2006

- **NTAKIRUTIMANA ET AL. – AFFAIRE N° ICTR-96-17**

Le Procureur c. Ntakirutimana, Jugement, 21 février 2003

- **PAVKOVIC ET AL. – AFFAIRE N° IT-03-70**

Le Procureur c. Pavković et al., Décision relative à l'exception préjudicielle soulevée par Vladimir Lazarević pour vices de forme de l'acte d'accusation, 08 juillet 2005

- **POPOVIC ET AL. – AFFAIRE N° IT-05-88**

Le Procureur c. Popovic et al., Jugement, 10 juin 2010

Le Procureur c. Popovic et al., Arrêt, 30 janvier 2015

- **PRLIC ET AL. – AFFAIRE N° IT-04-74**

Le Procureur c. Prlic et al., Jugement, 29 mai 2013

Le Procureur c. Prlic et al., Arrêt, 29 novembre 2017

- ***RUGGIU* - AFFAIRE N° ICTR-97-32**

Le Procureur c. Ruggiu, Jugement 01 juin 2000

Mémoire final de l'Accusation

Mémoire d'appel de l'Accusation

- **SAINOVIC– AFFAIRE N° IT-05-87**

Le Procureur c. Sainovic, Arrêt, 23 janvier 2014

- **SEMANZA – AFFAIRE N° ICTR-97-20-A**

Le Procureur c. Semanza, Jugement, 15 mai 2003

- **SESAY- AFFAIRE N°SCSL-04-15**

Le Procureur c. Sesay (« RUF »), Jugement, 2 mars 2009
Le Procureur c. Sesay, (« RUF »),, Arrêt, 26 octobre 2009

- **SIMIC- AFFAIRE N° IT-95-9**

Le Procureur. C. Simic et al., Jugement, 17 octobre 2006

Le Procureur. C. Simic et al., Arrêt, 28 novembre 2006

Décision relative 1) à la requête de Stevan Torodovic aux fins de réexaminer la décision du 27 juillet 1999, 2) à la requête du CICR aux fins de réexaminer l'ordonnance portant calendrier du 18 novembre 1999 et 3) aux conditions d'accès aux pièces, 28 février 2000

- **STAKIC – AFFAIRE N° IT-97-24**

Le Procureur c. Stakic, Jugement, 31 juillet 2003

Le Procureur c. Stakic, Arrêt, 22 mars 2006

- **STANISIC ET ZUPLJANIN – AFFAIRE N° IT-08-91**

Le Procureur c. Stanisic et Zupljanin, Arrêt, 30 juin 2016

- **PAVLE STRUGAR – AFFAIRE N° IT-01-42**

Décision relative à la requête de la défense demandant à ce qu'il soit mis fin à la procédure, 26 mai 2004

- **TADIC – AFFAIRE N° IT-94-1**

Le Procureur c. Tadic, Arrêt, 15 juillet 1999

Le Procureur c. Tadic, Jugement relatif à la peine 11 novembre 1999

- **TAYLOR – AFFAIRE N° SCSL-03-01**

Le Procureur c. Taylor, Arrêt, 26 septembre 2013

- **TURINABO ET AL., AFFAIRE N° MICT-18-116**

Décision relative aux demandes de prorogation du délai de dépôt des exceptions préjudicielles, 14 décembre 2018

- **VASILJEVIC – AFFAIRE N° IT-98-32**

Le Procureur c. Vasiljevic, *Submission by the Prosecution on the Law with Respect to "Violence to Life and Person"*, 28 mars 2002

Le Procureur c. Vasiljevic, Jugement, 29 novembre 2002

C. CEDH et Commission EDH

Affaire *X. c. Belgique* (Commission EDH), Requête n°7628/76, Décision sur la recevabilité de la requête, 9 mai 1977
Affaire *Airey c. Irlande*, Requête n°6289/73, 09 novembre1979
Affaire *Colozza et Rubinat c. Italie* (Commission EDH), Requêtes n° 9024/80 et 9317/81, Rapport de la Commission, 5 mai 1983
Affaire *Unterpertinger,* Requête n°9063/80, 24 octobre 1986
Affaire *Barberà, Messegué et Jabardo c/Espagne,* Requête n°10590/83, 6 décembre 1988
Affaire CEDH, *Kostovski c/ Pays-Bas, ,* Requête n°11454/85, 20 novembre 1989
Affaire *Saïdi* c. France, Requête n°1464/89, 20 septembre 1993
Affaire *CR et SW* c/ Royaume Uni, Requête 20166/92, Arrêt, 22 novembre 1995
Affaire *Barbera, Messegue et Jabardo c/ Espagne*, Requête n°10590/83, Arrêt, 6 décembre 1998
Affaire *Pélissier et Sassi c. France*, Requête n° 25444/94, Arrêt 25 mars 1999
Affaire *Brumărescu c/ Roumanie* (Requête n° 28342/95), 28 octobre 1999
Affaire *Mattoccia c. Italie*, Requête no 23969/94, Arrêt, 25 juillet 2000
Affaire *Telfner c/ Autriche*, Requête n°33501/96, 20 mars 2001
Affaire *Hugh Jordan c/ Royaume-Uni*, Requête n°24746/94, Arrêt, 4 mai 2001
Affaire *Lavents c. Lettonie*, Requête n°58442/00, Arrêt, 28 novembre 2002
Affaire *Sokurenko et Strygun c. Ukraine*, Requêtes n°29458/04 et 29465/04, Arrêt, 20 juillet 2006
Affaire *Dragonotiu et Militaru-Pidhorni c. Roumanie*, Requêtes n° 77193/01 et 77196/01, Arrêt, 24 mai 2007
Affaire *D.H. et autres c. République tchèque,* Requête n°57325/00, Arrêt, 13 novembre 2007
Affaire *Drassich c. Italie,* Requête n°25575/04, Arrêt, 11 décembre 2007
Affaire *Kafkaris c. Chypre*, Requête n° 21906/04, 12 février 2008
Affaire *Korbely c. Hongrie*, Requête n° 9174/02, 19 septembre 2008
Arrêt *Mirilachvili c. Russie*, Requête n°6293/04, 11 décembre 2008.
Arrêt *Gorguiladzé c. Géorgie*, Requête n° 30323/02, 20 octobre 2009.
Arrêt *Pandjikidzé et autres c. Géorgie*, Requête n° 4313/04, 27 octobre 2009
Affaire *Kononov c. Lettonie*, Requête n° 36376/04,17 mai 2010
Arrêt Kontalexis c. Grèce Requête n°29321/13, *31 mai 2011*
Arrêt El Haski contre Belgique, Requête n°649/08, 25 août 2012.
Arrêt *Maktouf et Damjanović c. Bosnie-Herzégovine*, Requête n°2312/08, 18 juillet 2013.
Arrêt *Contrada c. Italie ,* Requête n° 66655/13, 14.04.2015, 6 avril 2000
Affaire *Vasiliauskas c. Lituanie*, Requête n° 35343/05, 20 octobre 2015
Arrêt *Žaja c. Croatie*, 04 octobre 2016
Arrêt *Navalnyye c. Russie,* Requête n° 29580/12, 17 octobre 2017
Arrêt *G.I.E.M. S.R.L. et autres c. Italie*, Requête n°1828/06, 28 juin 2018
Arrêt *Gäfgen c.Allemagne*, Requête n° 22978/05, 1er juillet 2010.

Jalloh contre c. Allemagne, Requête n° 54810/00, 3 juin 2010.

D. Comité des droits de l'Homme

Simunek et consorts c. *République tchèque*, constatations du 19 juillet 1995, Communication n° 516/1992, CCPR/C/54/D/516/1992
Gómez Vázquez c. Espagne, communication n°701/1996, constatations adoptées par le CDH le 20 juin 2000
Althammer et consorts c. Autriche, constatations du 8 août 2003, Communication n°998/2001, CCPR/C/78/D/998/2001
Van Hulst c. Pays-Bas, communication n°903/1999, constatations adoptées par le CDH le 1er novembre 2004
Bandajevsky c. Bélarus, communication n°1100/2002, constatations adoptées par CDH le 28 mars 2006

E. JURISPRUDENCE NATIONALE

1. France

Cour de Cassation, Chambre criminelle, 08 novembre 1934, Bull. Crim. n°179.
Cour de Cassation, Chambre criminelle, Bull. Crim n° 28, 14 janvier 1951.
Cour de Cassation, Chambre criminelle, 26 mars 1957, Bull. Crim no 285.
Cour de Cassation, Chambre criminelle, n° 71-93622, 20 mars 1972.
Cour de Cassation, Chambre criminelle, n°84-91288, 17 juillet 1984.
Cour de Cassation, Chambre criminelle, n°88-83860, 14 juin 1989.
Cour de Cassation, Chambre criminelle, n°89-87170, 27 juin 1990.
Cour de Cassation, Chambre criminelle, n°90-83786, 5 septembre 1990.
Cour de Cassation, Chambre criminelle, n° 91-86066, 11 février 1992.
Cour de Cassation, Chambre criminelle, n°91-83165, 26 février 1992 .
Cour de Cassation, Chambre criminelle, 17 juin 2003, Bull. Crim. 2003 n°122 (*affaire Aussaresses*)
Cour de Cassation, Chambre criminelle, n° 11-83.816
Cour de Cassation, Chambre criminelle, n°09-87.853

2. Autres

R c. Hyam [1975] AC 55
A and Others, Chambre des Lords, 2005 UKHL 71, Lord Bingham
R. c. M. (C.A), 1 SCR 500, Jugement de la Cour suprême du Canada, 21.03.1996

F. JURISPRUDENCE D'APRES GUERRE

La République française, les États-Unis d'Amérique, le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques c/ Hermann Wilhelm Gôring et consorts, Procès des grands criminels de guerre, 1er octobre 1946, Jugement

United States of America v. Karl BRANDT et al., American Military Court for the Trial of War Criminals, Nuremberg, 20 août 1947, UNWCC, vol. II

Trial of Feurstein and others, Proceedings of a War Crimes Trial held at Hamburg, Germany, (du 4 au 24 août 1948), jugement rendu le 24 août 1948 (transcriptions originales conservées auprès du Public Record Office, Kew, Richmond ; copie disponible auprès de la Bibliothèque du Tribunal international).

Cour de district de Jérusalem, affaire Eichmann, 36 ILR, 1968

VII. DIVERS

- Mémoire d'*amicus curiae* sur l'Entreprise criminelle commune, Kai AMBOS, 4 novembre 2008, **D99/3/27**.
- Lettre à la rédaction du Phnom Penh Post : « *Objectors to [Y]uon have been hypnotised by foreign 'Expert'* », BORA Touch, 4 février 2010.
- Lettre du Ministère des Affaires Etrangères de la République Socialiste du Vietnam, 29 avril 2011, **E319/54.1**.
- Livre de Marcel LEMONDE, *Un juge face aux Khmers Rouges*, janvier 2013, **E280.12**.
- Article de presse du site internet de l'ASEAN, *ASEAN calls for ending child, early and forced marriage*, colloque du 8 mars 2018, en partenariat avec l'UNICEF et l'UNFPA (https://asean.org/asean-calls-ending-child-early-forced-marriage/).
- Rapport de l'ONG LICAHO, « *Violence against Women: How Cambodian laws discriminate against women»*, 2007.
- Rapport Gouvernemental, Ministry of Women's Affairs of Cambodia, Policy brief 2, *Gender relations and attitudes Cambodia Gender assessment*, 2014.
- Loi n°2006-399 du 4 avril 2006 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs dans le Code pénal français (https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000422042&categorieLien=id).
- Rapport d'étude Sénat français, *La lutte contre les violences conjugales*, mars 2001. (https://www.senat.fr/lc/lc86/lc86_mono.html).
- Note du Groupe de la Banque mondiale, *Les femmes l'entreprise et le droit,* Groupe de la Banque mondiale (http://pubdocs.worldbank.org/en/379891519938659824/Topic-Note-Protecting-Women-from-Violence-FR.pdf).
- Recueil des obligations déontologiques des magistrats français (disponible sur internet).
- Dictionnaire en ligne de langue française LAROUSSE (https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/propagande/64344).
- Décret du 9 juillet 2018 portant maintien en détachement (magistrature) – M. LAVERGNE (Jean-Marc), JORF n°0158 du 11 juillet 2018, texte n°60 (disponible sur internet)..
- *Application of the CCHR to present an* amicus curiae *submission pursuant to internal rule*

33, 07.09.2009, **D/130/9/15.3**

- *Application of Amnesty international, the international commission of jurists and the redress trust to present an* amicus curiae *submission pursuant to internal rule 33*, 25.09.2009, **D130/9/15.4**
- *Report of Working Group on Draft Convention Against Torture and Other Cruel Inhuman Or Degrading Treatment Or Punishment*, 05.03.1980, E/CN.4/1367
- *Report of Secretary General on Khmer Rouge Trials*, 12 October 2004, U.N. Doc A/59/432

.

VIII. DOCTRINE

- *Axis Rule in Occupied Europe: Laws of Occupation – Analysis of Government – Proposals for Redress*, Raphaël LEMKIN, 1944.
- Un adoucissement de la théorie du *Stare Decisis* à la Chambre des Lords, Gerald DWORKIN, *Revue internationale de droit comparé*, 1967, volume 19, n°1 (sur internet : http://www.persee.fr/doc/ridc_0035-3337_1967_num_19_1_14761).
- *Black's Law Dictionary*, Henry Campbell BLACK, 7ème édition, 1999 (**D381.1.1**).
- *Vladimir-Djuro Degan, "On the sources of international criminal law." Chinese Journal of International Law 4, no. 1, 2005*
- Vocabulaire juridique, G. CORNU, 8e édition, 2007.
- Dictionnaire du vocabulaire juridique, sous la direction de Rémy CABRILLAC, Éditions LexisNexis Litec, 3e, édition, 2008.
- *Jurisprudence on JCE – revisiting a never ending story*, Wolgang SHOMBURG, 1 juin 2010 (disponible sur internet : http://www.cambodiatribunal.org/assets/pdf/court-filings/ctm_blog_6_1_2010.pdf).
- Jean Combacau et Serge Sur, *Droit international public*, 2010 (9ème édition)
- Antonio Cassese et al., *International criminal law: cases and commentary*, 2011
- Olivier de Frouville, *Droit international pénal*, 2012 (1ère édition).
- Livre de Cherif BASSIOUNI, *Crimes against humanity, Historical and evolution and contemporary application*, Cambridge, 2011.
- Iris HAENEN, *Classifying acts as crimes against humanity in the Rome Statute of the International criminal court,* German Law Journal, 2013, p.796-822 et *Force & Marriage: The criminalisation of forced marriage in Dutch, English and international criminal law*, Intersentia, 2014.
- Livre de Iris HAENEN, *Force & Marriage: The criminalisation of forced marriage in Dutch, English and international criminal law*, Intersentia, 2014 (Disponible à la bibliothèque des C.E.T.C).
- Livre d'Antonio CASSESSE, *International criminal law*, 2008. Article de Nicolas Azadi GOODFELLOW, *The Miscategorization of 'Forced Marriage' as a Crime against humanity by the Special Court for Sierra Leone.*

- Article de Neha JAIN, *Forced marriage as a crime against humanity- Problems of Definition and Prosectution*, JICJ, 2008

- Sahra MEKBOUL , *Le Mariage forcé : réponses du droit et enjeux juridiques*, Centre d'information et d'études sur les migrations internationales, 2008/5, n°119.

- Article de Valerie OOSTERVELD, *Forced Marriage and the Special Court for Sierra Leone: Legal Advances and Conceptual difficulties*, International Humanitarian Legal Studies 2011.

- Article Dorine VAN DER KEUR, *Legal and Gender Issues of Marriage and Divorce in Cambodia, 2.5 Domestic Violence and Marital Rape*. Disponible à l'adresse suivante : http://cambodialpj.org/article/legal-and-gender-issues-of-marriage-and-divorce-in-cambodia/.

- Article de Audrey DARSONVILLE, *Répertoire de droit pénal et de procédure pénale Dalloz, Viol, §3-Existence de relations antérieures et défaut de consentement*, 2011 (actualisation : novembre 2018).

- Extrait de GARÇON, *Code pénal annoté, 2e éd de ROUSSELET, PATIN et ANCEL*, Sirey, 1952-1959, n°23 dans l'article d'Anne BOURRAT GUEGUEN, Chap.611, Atteintes à l'adulte, §3 Viol et agressions sexuelles entre époux**,** Dalloz action droit de la famille, 2016.

- Article de Géraldine BROWN, Thierry DELESSERT et Marta ROCA I ESCODA, *Du devoir marital au viol conjugal. Etude sur l'évolution du droit pénal suisse* , Lextenso Droit et société, 2017/3 n°97, p.595 à 614.

- Article de Renée KOERING-JOULIN, *Viol entre époux et immunité conjugale en droit de Common Law*, RSC, 1996.

- Article Dalloz action, La cassation en matière pénale, Chapitre 85 Dénaturation d'un écrit, Section 2 Dénaturation des documents de preuve, 85.21. Contradiction de motifs. Jacques et Louis BORÉ, 2018/2019.

- Article Dalloz Répertoire de droit pénal et de procédure pénale, Preuve, art 1er Présomption d'innocence, §9, Jacques BUISSON, octobre 2013.

- Article de Christiane BESNIER, La cour d'assises du XXIe siècle- II) La justice criminelle en Europe, L'avenir de l'audience criminelle : France, Belgique, Suisse, 2017

- Article de Michel REDON, *Tribunal correctionnel, Section 5., article 2 Principe de l'oralité des débats*, Répertoire de droit pénal et de procédure pénale, Dalloz, 2017.

- Article de Michel REDON, *Cours d'assises, Principes fondamentaux des débats au procès criminel, §4- Témoins et experts acquis aux débats,* Répertoire de droit pénal et de procédure pénale, Dalloz, 2018.

- Article de Régis DE GOUTTES, *Juger ailleurs, juger autrement- Le juge national et le droit international. Le témoignage d'un magistrat français*, Les cahiers de la Justice, 2017.

- Jean Pradel, *Droit pénal comparé*, 2016.

- Article de Ayse CEYHAN et Gabriel PÉRIÈS, L'ennemi intérieur : une construction discursive et politique, Culture et conflits automne 2001.